

§ 2. L'a.s.b.l. "Vlaams Promotiecentrum voor Agro- en Visserijmarketing" est habilité à percevoir des cotisations obligatoires des entreprises des secteurs agricole, horticole et de la pêche puisque, par secteur, au moins 51 % du nombre total d'entreprises actives ou au moins 51 % du chiffre d'affaires du secteur concerné, sont représentés.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1997.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a la politique de promotion agricole dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 février 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand des Relations extérieures, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,
L. VAN DEN BRANDE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 97 — 554

IS - C - 290291

4 NOVEMBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 6 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 78;

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu le décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 8 janvier 1993 de la Communauté française fixant les règles qui déterminent le besoin en constructions nouvelles ou extensions et les normes physiques et financières;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 relatif au contrôle administratif et budgétaire;

Vu les propositions des Conseils généraux de l'Enseignement fondamental et de l'Enseignement secondaire, du Conseil supérieur de l'Enseignement spécial et de la Commission des Experts créée en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 janvier 1993 précité;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 octobre 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifiées par les lois des 8 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de mettre le plus rapidement possible les montants dégagés par le programme d'urgence à la disposition des pouvoirs organisateurs concernés;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux bâtiments scolaires des enseignements fondamental et secondaire ordinaire et spécial qui répondent aux objectifs fixés par l'article 4 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française.

CHAPITRE II. — Critères d'accès au programme d'urgence

Art. 2. Les critères d'accès au programme d'urgence visé à l'article 6 du décret précité visent les interventions prioritaires justifiées par :

- des problèmes urgents liés aux risques d'incendie et à la sécurité dans les bâtiments scolaires;
- des conditions d'hébergement gravement compromises par l'état physique délabré des bâtiments scolaires;
- des situations contraires à l'hygiène et susceptibles de compromettre la santé des occupants.

Art. 3. Les mesures destinées à prémunir les bâtiments scolaires contre les risques d'incendie et à garantir la sécurité des occupants et des tiers, veilleront en particulier et dans l'ordre de priorité défini ci-après, à :

- permettre une évacuation rapide des occupants;
- équiper les bâtiments scolaires de moyens de détection et de prévention.

A cet effet, il convient d'assurer la protection et le compartimentage des locaux dangereux;

- assurer la mise en conformité des installations électriques ou de chauffage défectueuses;
- doter les établissements de moyens de lutte efficaces contre l'incendie;
- assurer la sécurité des accès sur le domaine scolaire.

Art. 4. Sont considérés comme prioritaires, en matière d'hébergement :

§ 1^{er}. Toute situation où une intervention urgente s'avère indispensable pour garantir l'occupation des bâtiments. Cette situation vise en particulier la stabilité des bâtiments ainsi que toute dégradation ou déficience physique affectant principalement les murs, les toitures, les façades, les plafonds, les planchers et les charpentes.

§ 2. Le remplacement inévitable d'infrastructures de dimension modeste totalement inadaptées aux exigences scolaires ou qui présentent un état de délabrement tel qu'on ne peut y remédier autrement.

§ 3. Toute situation où la remise en état des toitures, des évacuations pluviales ou des châssis s'impose d'urgence en vue d'éviter des dégradations supplémentaires aux bâtiments.

Art. 5. Requièrent une intervention prioritaire dans les domaines de la santé et de l'hygiène :

- toute situation impliquant l'élimination obligatoire de produits ou de matériaux dangereux;
- les installations sanitaires insalubres, inadaptées ou insuffisantes;
- toute situation liée à des conditions de travail dangereuses, en particulier dans les locaux à risques;
- l'absence ou les déficiences des systèmes d'égouttage ou de ventilation;
- l'absence de préau.

CHAPITRE III. — De l'intervention financière

Art. 6. § 1^{er}. L'intervention financière de la Communauté française à charge du programme d'urgence est fixée à :

- 70 % du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement fondamental;
- 60 % du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement secondaire.

§ 2. Sans préjudice du complément à apporter par le Pouvoir organisateur ou par le Fonds dont il relève, le montant de l'intervention financière visée au § 1^{er} ci-dessus est limité à un montant de 5,0 millions de francs, frais généraux et T.V.A. inclus, par établissement et pendant la durée du programme d'urgence.

L'intervention financière à charge du Pouvoir organisateur ou du Fonds dont il relève pour couvrir le solde du montant de l'investissement est limité à :

- 2 140 000,- frs pour les établissements d'enseignement fondamental;
- 3 330 000,- frs pour les établissements d'enseignement secondaire.

§ 3. Tout dépassement du montant de l'investissement ayant déterminé les montants des interventions financières définies au § 1^{er} et § 2 ci-dessus est mis à charge du Pouvoir organisateur.

CHAPITRE IV. — Du contrôle

Art. 7. Les dispositions visées au chapitre VI de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995, relatif au contrôle administratif et budgétaire ne sont pas applicables aux dépenses résultant des décisions prises dans le cadre du présent arrêté et aux décisions relatives à l'intervention des Fonds dont relève le complément de subvention.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 4 novembre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-C.I. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 97 — 554

[S - C - 26029]

4 NOVEMBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd;

Gelet op de bijzondere wet d.d. 8 augustus 1980;

Gelet op het decreet d.d. 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd niet-universitair onderwijs;

Gelet op het decreet d.d. 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 8 januari 1993 van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de regels die de behoefte aan nieuwbouw of uitbreiding bepalen en de fysische en financiële normen voor de schoolgebouwen, internaten en psycho-medischsociale centra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 december 1995 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op de voorstellen van de Algemene Raden voor het basisonderwijs en het secundair Onderwijs, van de Hoge Raad voor het Buitengewoon Onderwijs en de Deskundigencommissie, opgericht krachtens voormeld besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 8 januari 1993;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 oktober 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, gewijzigd bij de wetten d.d. 8 augustus 1980; 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak om de door het noodprogramma vrijgekomen bedragen zo vlug mogelijk ter beschikking te stellen van de betrokken inrichtende machten;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 4 november 1996,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de schoolgebouwen van het gewoon en het buitengewoon basisonderwijs en secundair onderwijs die beantwoorden aan de doeleinden vastgesteld bij artikel 4 van het decreet d.d. 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs.

HOOFDSTUK II. — *Toegangs criteria tot het noodprogramma.*

Art. 2. De toegangs criteria tot het in artikel 6 van voormeld decreet bedoelde noodprogramma beogen de prioritaire tegemoetkomingen gerechtvaardigd door:

- Dringende problemen in verband met brandrisico's en de brandveiligheid in de schoolgebouwen;
- Huisvestingsvoorwaarden die door de bouwvallige toestand van de schoolgebouwen ernstig in gevaar worden gebracht;
- Toestanden in strijd met de gezondheidsregelen en die de gezondheid van de leerlingen en het tewerkgesteld personeel in gevaar kunnen brengen.

Art. 3. De maatregelen die moeten dienen voor het beveiligen van de schoolgebouwen tegen brandgevaar en voor de veiligheid van de leerlingen, het tewerkgesteld personeel en derden zijn in prioritaire orde de volgende :

- een spoedige ontruiming van de personen die de lokalen bewonen, mogelijk maken;
- de uitrusting van schoolgebouwen met opsporings- en voorkomingsmiddelen.

Te dien einde moet gezorgd worden voor de bescherming en de afsluiting van de gevaarlijke lokalen;

- de aanpassing van de defecte elektrische of verwarmingsinstallaties;
- de uitrusting van de inrichtingen met doeltreffende middelen tegen brandgevaar;
- de beveiliging van de toegang tot het schoolgebied.

Art. 4. Worden beschouwd als prioritair inzake huisvesting :

§ 1. Elke toestand waarin een dringend optreden onontbeerlijk is voor de veiligheid van degenen die die gebouwen bewonen.

Deze toestand beoogt inz. de stabiliteit van de gebouwen, alsook elke beschadiging of fysich defect dat voornamelijk muren, gevels, daken, plafonds, bevoelingen en geraamtes aantast.

§ 2. Het onvermijdelijk vervangen van infrastructuren van geringe afmeting die volledig onaanpast zijn in verband met de schoolvereisten of die in een zulke bouwvallige toestand verkeren dat er geen ander middel bestaat om het te verhelpen.

§ 3. Elke toestand waar het herstellen van het dak, de regenwaterafvoer van de goten of ramen enz. dringend nodig is om bijkomende beschadiging van de gebouwen te voorkomen.

Art. 5. Eisen een prioritaire tussenkomst op het gebied van gezondheid en hygiëne :

- Elke toestand die het verplichte uitschakelen van gevaarlijke produkten of materialen inhoudt.
- De ongezonde, onangepaste of onvoldoende sanitaire installaties.
- Elke toestand in verband met gevaarlijke arbeidsvoorwaarden, in het bijzonder in de lokalen waar er risico's bestaan.

HOOFDSTUK III. — *Financiële tegemoetkoming*

Art. 6. § 1. De financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap ten laste van het noodprogramma wordt vastgesteld op :

- 70 % van het bedrag van de investering in de schoolinrichtingen van het basisonderwijs;
- 60 % van het bedrag van de investering in de schoolinrichtingen van het secundair onderwijs.

§ 2. Onverminderd het aanvullend bedrag dat door de inrichtende macht of door het Fonds waaronder ze ressorteert moet worden gebracht, wordt het bedrag van de in bovenvermelde § 1 bedoelde financiële tegemoetkoming beperkt tot een bedrag van 5,0 miljoen BF, met inbegrip van algemene kosten en BTW, per schoolinrichting en tijdens het noodprogramma.

De financiële tegemoetkoming ten laste van de inrichtende Macht of het Fonds waaronder ze ressorteert om het saldo van het investeringsbedrag te dekken, wordt beperkt tot :

- 2 140 000 BF voor de schoolinrichtingen van het basisonderwijs;
- 3 330 000 BF voor de schoolinrichtingen van het secundair onderwijs.

§ 3. Elke overschrijding van het investeringsbedrag dat de sommen van de in § 1 en § 2 bovenvermelde financiële tegemoetkomingen wordt ten laste van de inrichtende macht gelegd.

HOOFDSTUK IV. — *Controle*

Art. 7. De bepalingen bedoeld in hoofdstuk VI van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 11 december 1995 betreffende de administratieve en budgettaire controle zijn niet van toepassing op de uitgaven voortvloeiende uit de beslissingen getroffen in het raam van dit besluit; ze zijn ook niet van toepassing op de beslissingen betreffende de tegemoetkoming van de Fondsen waaronder de aanvullende subsidiëring ressorteert.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 4 november 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 97 — 555

[S - C - 97/29081]

16 JANVIER 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant au 1^{er} novembre 1992 les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment les articles 4 et 5;

Vu les protocoles des 4 novembre 1987, 6 février 1989, 8 janvier 1990 et 2 octobre 1991, dans lesquels sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 16 septembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 novembre 1996;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 novembre 1996;

Vu le protocole du 7 novembre 1996 du Comité de secteur IX;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales et du Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et de la Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 9 décembre 1996,

Arrête :

Article 1^{er}. Les échelles de traitement des membres du personnel administratif des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française sont fixées comme suit :

a) pour la période du 1^{er} novembre 1992 au 31 décembre 1992 :

Messenger-huissier

452 999 — 520 083

(18 ans)

3¹ x 6 228

11² x 4 400

Surveillant

452 999 — 520 083

(18 ans)

3¹ x 6 228

11² x 4 400

Commis

467 686 — 580 038

(18 ans)

3¹ x 5 384

10² x 9 620

Commis-dactylographe

467 686 — 580 038

(18 ans)

3¹ x 5 384

10² x 9 620

Commis-sténodactylographe

476 245 — 588 597

(18 ans)

3¹ x 5 384

10² x 9 620

Correspondant-comptable

496 316 — 658 805

(20 ans)

3¹ x 10 275

2² x 11 996

8² x 13 459